

Burundi : une condamnation de plus par les Nations-Unies pour torture commise par des agents du Service National de Renseignement

Genève, 03 février 2026

Le Comité contre la Torture des Nations-Unies (CAT) a une fois de plus condamné l'État du Burundi pour des actes de torture commis par des éléments du Service national de renseignement (SNR) sur Donatien Ndabigeze, représenté par Me Armel Niyongere, Avocat burundais et Secrétaire Général de SOS Torture/Burundi, avec le soutien du Groupe d'Intervention Judiciaire SOS Torture en Afrique de l'OMCT-CACIT.

Le 24 avril 2016, alors que Donatien Ndabigeze, ancien officier de la Police Nationale, se trouvait à son domicile en compagnie de sa famille, une équipe de cinq militaires en tenue de service ont lancé une attaque à l'aide d'armes automatiques et de grenades, agissant dans le cadre d'une opération de sécurité relevant du Service national de renseignement (SNR), structure réputée au cœur de la répression ciblée contre les anciens membres des forces de sécurité soupçonnés d'opposition. L'épouse et le cousin de M. Ndabigeze ont été exécutés sur-le-champ. M. Ndabigeze a quant à lui été grièvement blessé par une grenade lancée par les militaires au niveau de ses membres inférieurs. Les militaires l'ont abandonné à son sort, sans lui fournir aucune assistance, et les blessures ont entraîné un handicap à sa jambe droite. Cette attaque visait à le punir pour sa participation supposée dans l'assassinat d'un lieutenant-colonel de l'armée burundaise. À la suite des faits, le requérant a fait l'objet de menaces de mort ce qui l'a contraint à l'exil. Depuis, aucune enquête n'a été ouverte par les autorités pour poursuivre les auteurs.

Dans une [décision rendue le 1^{er} décembre 2025](#), le CAT a conclu que ces faits constituent des actes de torture au sens de l'article 1^{er} de la Convention contre la torture. Il a en outre considéré que le transport vers l'hôpital du requérant dans la même ambulance que les corps des membres de sa famille constituent des traitements inhumains et dégradants, contraires à l'article 16 de la Convention. L'absence d'enquête menée par les autorités presque dix ans après les faits et plus de trois ans après la saisine du Comité constituent également une violation par le Burundi des articles 12 et 14 de la Convention. Le Comité a rappelé que l'absence persistante d'enquête et de réparation constitue une violation continue de la Convention, engageant la responsabilité internationale du Burundi tant que des mesures effectives ne sont pas prises. Le Comité a invité l'État à mener une enquête indépendante, impartiale et approfondie, afin d'identifier, poursuivre et sanctionner les responsables, et à accorder à M. Ndabigeze une réparation intégrale.

Dans cette procédure, comme dans beaucoup d'autres, l'État du Burundi n'a jamais souhaité répondre aux communications du CAT. Ce défaut de coopération constitue également, selon le Comité, une violation de l'article 22 de la Convention.

Ces deux dernières années, le Burundi a déjà fait l'objet de [deux condamnations pour actes de torture par le Comité contre la torture](#), commis notamment par des éléments du Service national de renseignement. Si ces décisions constituent une reconnaissance importante pour les victimes

et leurs familles, elles n'ont malheureusement, à ce jour, jamais été exécutées. En outre, les éléments du SNR sont toujours régulièrement impliqués dans des assassinats, actes de torture et détentions arbitraires, faits qui restent presque toujours impunis. Sur la seule période de janvier à août 2025, [65 cas de torture ont été enregistrés](#), la majorité perpétrée par des agents du SNR.

*« L'accumulation des décisions du Comité contre la torture condamnant le Burundi montre que les violations sont documentées et reconnues, mais qu'elles restent malheureusement sans effet. Sans une rupture réelle avec le cycle de l'impunité et l'adoption de mesures structurelles par les autorités, les victimes continueront alors d'être privées de justice, de réparation et d'un traitement digne », a déclaré **Me Armel Niyongere**, Avocat burundais et Secrétaire Général de SOS Torture/Burundi.*

Le Groupe d'intervention judiciaire SOS-Torture en Afrique appelle également les États membres des Nations Unies, les partenaires bilatéraux du Burundi, ainsi que les mécanismes régionaux africains, à tirer toutes les conséquences de ces violations persistantes, notamment en intégrant l'exécution des décisions du Comité contre la torture dans leur dialogue politique et leur coopération avec le Burundi. Le Burundi doit exécuter sans délai et de bonne foi ces décisions, pour que les victimes puissent obtenir justice et réparation, et que toutes les mesures nécessaires soient prises pour garantir la non-répétition de telles violations.

[Cliquer ici](#) pour lire la décision du Comité contre la torture.

Les signataires :

Les Avocats ci-dessous sont signataires de cette déclaration :

Maître Djerandi Laguerre Dionro, Avocat au Barreau du Tchad

Maître AMAZOHOUN Ferdinand, Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT)/Togo

Maître AMEGAN Claude, Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT)/Togo

Maître DOUMBIA Yacouba, Mouvement Ivoirien des Droits de l'Homme (MIDH) / Côte d'Ivoire

Maître RAHMOUNE Aissa, Collectif de Sauvegarde de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (CS-LADDH) / Algérie

Christian LOUBASSOU, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Congo) / République du Congo

Maître SJF de Chantal Lenga, Avocate au Barreau du Burkina Faso / Burkina Faso

Maître NKONGHO Felix, Center for Human Rights and Democracy in Africa (CHRNA)/ Cameroun

Maître WEMBOLUA Henri, Alliance pour l'Universalité des Droits Fondamentaux (AUDF)/ RDC

Maître Annie MASENGO, Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme (RDDH)/RDC

Maître NODJITOLOUM Salomon, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT/TCHAD)

Maître NIYONGERE Armel, SOS-Torture Burundi/ Burundi

Maître ZANINYANA Jeanne d'Arc Collectif des Avocats pour la Défense des Victimes de Crimes de Droit International commis au Burundi (CAVIB)/ Burundi

Maître KADIDIATOU Hamadou, Association pour la Défense et la Protection et l'Enfant et de la Femme (ADEPE-F/ESPOIR) / Niger

Maitre NKONGME Dorcas Mirette, Center For Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA)

Maître SOUILAH Mohsen, Centres SANAD/ Tunisie

Maître KWAMBA TSIHINGEJ Frédéric, AFIA MAMA / RDC

Maître TRAORÉ Drissa, Avocat au Barreau de Côte d'Ivoire

Alexandrine TCHEKESSI, Directrice exécutive, Changement Social Bénin

Pour plus d'informations, veuillez contacter : Guy Valère BADANARO, Coordonnateur du Groupe d'intervention judiciaire/SOS-Torture en Afrique ; Collectif des Associations contre l'impunité au Togo (CACIT) / Tel : (+228) 92 18 67 92. Email : guyvalre1@gmail.com

Le groupe d'intervention judiciaire SOS-Torture en Afrique est un groupe d'avocats du réseau SOS-Torture de l'OMCT qui vise à contribuer à renforcer la prévention, la responsabilisation et la réparation des cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il est constitué de 16 avocats africains et se trouve sous le parrainage de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) et du Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT).

Burundi: Another condemnation by the United Nations for torture committed by agents of the National Intelligence Service

Geneva, February 3rd, 2026

The United Nations Committee Against Torture (CAT) has once again condemned the State of Burundi for acts of torture committed by members of the National Intelligence Service (SNR) against Donatien Ndabigeze, represented by Armel Niyongere, a Burundian lawyer and Secretary General of SOS Torture/Burundi, with the support of the OMCT-CACIT SOS Torture Litigator's Group in Africa.

On April 24, 2016, while Donatien Ndabigeze, a former National Police officer, was at home with his family, a team of five soldiers in uniform launched an attack with automatic weapons and grenades, acting as part of a security operation under the National Intelligence Service (SNR), a structure then at the heart of the targeted repression against former members of the security forces suspected of opposition. Mr. Ndabigeze's wife and cousin were executed on the spot. Mr. Ndabigeze himself was seriously wounded in the lower limbs by a grenade thrown by the soldiers. The soldiers left him to his fate without providing any assistance, and the injuries left him with a disability in his right leg. This attack was intended to punish him for his alleged involvement in the assassination of a lieutenant colonel in the Burundian army. Following the incident, the applicant received death threats, forcing him into exile. Since then, no investigation has been opened by the authorities to prosecute the perpetrators.

In a [decision released on December 1st, 2025](#), the CAT concluded that these acts constituted torture within the meaning of Article 1 of the Convention against Torture. It further considered that transporting the applicant to the hospital in the same ambulance as the bodies of his family members constituted inhuman and degrading treatment, contrary to Article 16 of the Convention. The failure of the authorities to conduct an investigation almost ten years after the events and more than three years after the case was referred to the Committee also constituted a violation by Burundi of Articles 12 and 14 of the Convention. The Committee recalled that the persistent failure to investigate and provide redress constituted a continuing violation of the Convention, engaging Burundi's international responsibility until effective measures were taken. The Committee called on the State to conduct an independent, impartial, and thorough investigation in order to identify, prosecute, and punish those responsible, and to grant Mr. Ndabigeze full reparation.

In this case, as in many others, the State of Burundi has never responded to the CAT's communications. This lack of cooperation also constitutes, in the Committee's view, a violation of article 22 of the Convention.

Over the past two years, Burundi has already been [condemned twice by the Committee Against Torture](#) for acts of torture committed in particular by members of the National Intelligence Service. While these decisions represent an important recognition for the victims and their families, they have unfortunately never been enforced to date. In addition, members of the SNR

are still regularly involved in killings, acts of torture, and arbitrary detentions, which almost always go unpunished. Between January and August 2025 alone, [65 cases of torture were recorded](#), the majority perpetrated by SNR agents.

“The accumulation of decisions by the Committee against Torture condemning Burundi shows that violations are documented and recognised, but unfortunately remain without effect. Without a real break with the cycle of impunity and the adoption of structural measures by the authorities, victims will continue to be deprived of justice, reparation, and dignified treatment”, said Armel Niyongere, Burundian lawyer and Secretary General of SOS Torture/Burundi.

The SOS-Torture in Africa Litigator’s Group also calls on United Nations member states, Burundi’s bilateral partners, and African regional mechanisms to draw all the necessary conclusions from these persistent violations, in particular by incorporating the implementation of the Committee against Torture’s decisions into their political dialogue and cooperation with Burundi. Burundi must implement these decisions without delay and in good faith, so that victims can obtain justice and reparation, and so that all necessary measures are taken to ensure that such violations are not repeated.

[Click here](#) to read the decision of the Committee against Torture.

The signatories:

The following lawyers are signatories to this statement:

Barr. Djerandi Laguerre Dionro, Lawyer at the Bar of Chad

Barr. AMAZOHOUN Ferdinand, Collective of Associations Against Impunity in Togo (CACIT)/Togo

Barr. AMEGAN Claude, Collective of Associations Against Impunity in Togo (CACIT)/Togo

Barr. DOUMBIA Yacouba, Ivorian Human Rights Movement (MIDH)/Côte d'Ivoire

Barr. RAHMOUNE Aissa, Safeguard Committee of the Algerian League for the Defence of Human Rights (CS-LADDH)/Algeria

Mr. Christian LOUBASSOU, Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT-Congo) /Republic of Congo

Barr. SJF de Chantal Lenga, Lawyer at the Bar of Burkina Faso / Burkina Faso

Barr. NKONGHO Felix, Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA)/Cameroon

Barr. WEMBOLUA Henri, Alliance for the Universality of Fundamental Rights (AUDF)/DRC

Barr. Annie MASENGO, Network of Human Rights Defenders (RDDH)/DRC

Barr. NODJITOLOUM Salomon, Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT/CHAD)

Barr. NIYONGERE Armel, SOS-Torture Burundi/ Burundi

Barr. ZANINYANA Jeanne d'Arc Collective of Lawyers for the Defence of Victims of International Law Crimes committed in Burundi (CAVIB)/ Burundi

Barr. KADIDIATOU Hamadou, Association for the Defence and Protection of Children and Women (ADEPE-F/ESPOIR) / Niger

Barr. NKONGME Dorcas Mirette, Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA)

Barr. SOUILAH Mohsen, SANAD Centres/ Tunisia

Barr. KWAMBA TSIHINGEJ Frédéric, AFIA MAMA/ DRC

Barr. TRAORÉ Drissa, Lawyer at the Bar of Côte d'Ivoire

Mrs. Alexandrine TCHEKESSI, Executive Director, Changement Social Bénin

The SOS-Torture Litigator's Group in Africa is a group of lawyers from the OMCT's SOS-Torture network that aims to contribute to strengthening prevention, accountability and redress in cases of torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. It is made up of 16 African lawyers and is sponsored by the World Organisation Against Torture (OMCT) and the Collective of Associations Against Impunity in Togo (CACIT).

For further information, please contact: Guy Valère BADANARO, Coordinator of the Judicial Intervention Group/SOS-Torture in Africa; Collective of Associations Against Impunity in Togo (CACIT) / Tel: (+228) 91 34 14 77. Email: guyvalre1@gmail.com